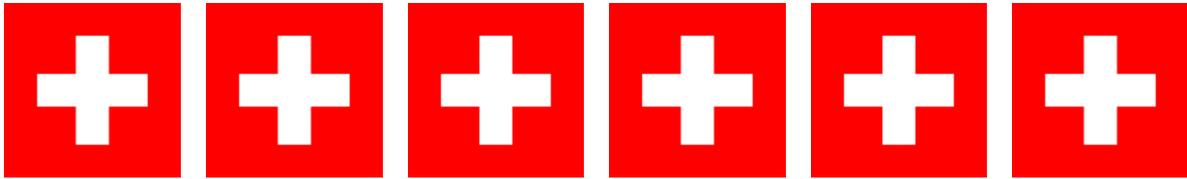


ALLOCUTION DU 1^{ER} AOÛT 2016 – 725 ANS DE LA SUISSE

par Jacques Nicolet, conseiller national, président de l'UDC Vaud



En cette journée de fête nationale, j'aimerais vous adresser ce message à vous toutes et tous, citoyennes et citoyens vaudois et suisses ainsi qu'à vous toutes et tous, résidents de notre beau pays. Depuis 725 ans, notre pays commémore en date du 1^{er} août sa fête nationale, date de la signature du Pacte fédéral de 1291. Alliance éternelle entre les représentants des cantons d'Uri, Schwyz et Unterwald, qui se sont jurés une entraide et une assistance sans limite en cas d'agression extérieure ou de mise en danger des biens ou des personnes, ceci afin d'assurer la sécurité et la paix auprès de leur population.

C'est empreint d'engagement, de responsabilité, de loyauté, d'indépendance, de protection mutuelle, de souveraineté et de neutralité que ce pacte a été pensé, rédigé puis signé.

Aujourd'hui nous devons constater que ces valeurs qui ont fait notre patrie, ces valeurs qui ont permis à notre pays de se défendre tout au long de son histoire, ces valeurs qui ont permis à notre nation de grandir et de se renforcer, ces valeurs qui ont fait de la Suisse un pays neutre et indépendant, ces valeurs qui sont les nôtres et qui sont nos racines, sont malheureusement de plus en plus menacées, bafouées, voire même trahies.

Certains, désireux de nous rendre toujours plus dépendants du droit européen ou d'une Europe vacillante, nous poussent même à monter sur un bateau qui prend l'eau. D'autres, enclins à bannir nos valeurs judéo-chrétiennes, permettent ainsi à certaines religions de nous imposer progressivement et habilement leurs us et coutumes et ceci au détriment des nôtres.

De façon anodine, on nous pond un nouvel hymne national, glissant le mot aux communes de le faire chanter à chaque occasion et ainsi remplacer notre hymne national à notre insu. Notre drapeau fédéral, brûlé sur la Place fédérale par des extrémistes de gauche lors de la commémoration du 1^{er} août 2015, sans que la classe politique ne s'en émeuve outre mesure.

Notre tradition humanitaire envers les personnes réellement en danger est bafouée, laissant place à une immigration incontrôlée, entraînant outre l'insécurité, des coûts exorbitants au détriment de notre population et de nos aînés. La cellule familiale, de plus en plus fragilisée, entraîne un engagement et une prise de responsabilité toujours plus importante par la collectivité publique. L'école dont le rôle principal est d'instruire ainsi que d'enseigner est de plus en plus contrainte de palier aux carences éducatives des parents. Notre agriculture, toujours plus mise à mal, perdant sa mission nourricière initiale au profit d'une agriculture tournée vers des prestations écologiques et des primes, en remplacement d'un prix rémunérateur à la production. Nos policiers, condamnés à fermer les yeux et laisser faire face à un certain nombre de délits qui ne sont plus sanctionnés, faisant ainsi perdre à nos forces de l'ordre public toutes notions de sécurité, de respect et de sérieux, alors que de nouvelles menaces sont à notre porte. Notre armée qui doit faire face à la diminution des effectifs au fil des réformes et aux moyens budgétaires difficiles à défendre, contrainte de remplir ses missions en anticipant les menaces et dangers futurs, sans pouvoir bénéficier d'un équipement adéquat. Voilà un bref aperçu de la dégradation de la situation dans notre pays.

En cette journée de fête nationale, prenons conscience que cette dérive progressive de notre système est dangereuse pour notre pays. Notre sentiment patriote doit nous ramener à nos valeurs, celles qui font notre fierté, celles qui ont fait notre pays et nous devons nous engager pour les sauvegarder.

Engageons nous, engagez-vous pour une Suisse forte, neutre, indépendante et souveraine afin de pouvoir, dans 725 ans encore, commémorer notre fête nationale de façon libre et responsable.

Pour l'heure, je souhaite que la fête nationale du 1^{er} août 2016 vous apporte la joie, l'amour et la qualité de vie à laquelle chaque citoyen de notre pays a droit.